

431833-2026 - Mise en concurrence

France – Mise en état d'exploitation d'installations de chauffage – EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES DE LA VILLE DE MONTREUIL-SUR-MER

OJ S 120/2026 25/06/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Services

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

Adresse électronique: marchespublics@ville-montreuil-sur-mer.fr

Forme juridique de l'acheteur: Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur: Services d'administration générale

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES DE LA VILLE DE MONTREUIL-SUR-MER

Description: Exploitation des installations thermiques des bâtiments communaux de la Ville de Montreuil-sur-Mer incluant notamment le chauffage, l'eau chaude, la ventilation, le traitement d'eau

Identifiant de la procédure: 64ce013b-2e25-4d90-83b8-188ea2827db2

Identifiant interne: 2026-02

Type de procédure: Ouverte

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 50721000 Mise en état d'exploitation d'installations de chauffage

Nomenclature complémentaire (cpv): 45331000 Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

2.1.2. Lieu d'exécution

Ville: Montreuil-sur-Mer

Code postal: 62170

Subdivision pays (NUTS): Pas-de-Calais (FRE12)

Pays: France

2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires: Visite obligatoire: le 07/07/2026 à 9h00 // Pièces de candidature: 1) FORMULAIRE DC1 (2019) relatif à la déclaration de candidature OU les documents suivants : 1. Une lettre de candidature ; 2. Les déclarations sur l'honneur prévues à l'article R2143-3 alinéa 1 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 par lesquelles le candidat déclare : a) Condamnation définitive : - ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de 5 ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au

2ème alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au 2nd alinéa de l'article 433-2, au 8ème alinéa de l'article 434-9, au 2nd alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts et aux articles L2339-2 à L2339-4, L2339-11-1 à L2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure ou pour une infraction de même nature dans un autre État de l'Union européenne ; - ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ; b) Lutte contre le travail illégal : - ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de 5 ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L8221-1, L8221-3, L8221-5, L8231-1, L8241-1, L8251-1 et L8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre État de l'Union européenne ; - pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L8272-4, R8272-10 et R8272-11 du code du travail ; c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : - pour les marchés publics et accords-cadres soumis au décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (situation à jour pour l'année 2015) ; d) Liquidation judiciaire : - ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L653-1 à L653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ; e) Redressement judiciaire : - ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché ou de l'accord cadre ; f) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes : - ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ; - avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ; g) Situation fiscale et sociale : - avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement. 3. Le cas échéant, la désignation du mandataire du groupement ainsi que son habilitation. 2) FORMULAIRE DC2 (rubriques c, d, e et g) relatif aux capacités du candidat OU les renseignements suivants : 1. Le chiffre d'affaires global du candidat ET son chiffre d'affaires relatif aux prestations objet de la présente consultation, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles. 2. Le cas échéant, les capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel ou le membre du groupement s'appuie pour présenter sa candidature. 3. Si l'Entreprise est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet. DC2 : renseignements relatifs aux capacités du candidat à répondre au marché à savoir : 1. L'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature. 2. Ses effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années. 3. Ses principales références datant de moins de 3 ans relatives à des prestations similaires (nature, montants, dates et pouvoirs adjudicateurs), et / ou qualifications professionnelles. La preuve

de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats de qualifications professionnelles, des certificats de qualité, des certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations attestant de sa compétence à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate. 4. Indication des titres d'études et professionnels du candidat et/ou des cadres de l'Entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché.

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Document de marché

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES DE LA VILLE DE MONTREUIL-SUR-MER

Description: Exploitation des installations thermiques des bâtiments communaux de la Ville de Montreuil-sur-Mer incluant notamment le chauffage, l'eau chaude, la ventilation, le traitement d'eau

Identifiant interne: 0

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 50721000 Mise en état d'exploitation d'installations de chauffage

Nomenclature complémentaire (cpv): 45331000 Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

5.1.2. Lieu d'exécution

Ville: Montreuil-sur-Mer

Code postal: 62170

Subdivision pays (NUTS): Pas-de-Calais (FRE12)

Pays: France

5.1.3. Durée estimée

Durée: 8 Ans

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

5.1.10. Critères d'attribution

Critère:

Type: Prix

Description: Prix des prestations et cohérence des prix P2-P3 - Sous-critères: "Prix des prestations P2-P3" valant pour 46.75% de la note finale - "BPU" valant pour 8.25% de la note finale

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (pourcentage, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 55

Critère:

Type: Qualité

Description: Valeur technique - Sous-critères: "Présentation du personnel d'intervention - Organisations techniques et logistiques - Organisation des interventions - Fréquence des opérations d'entretien - Méthodologie du relationnel client" valant pour 3.75% de la note finale - "Qualité des supports de documents de suivi (audit de prise en charge, livret de chaufferie, rapport d'exploitation, audit de démarrage légal)" valant pour 3.75% de la note finale - "Cohérence et justification des prestations P2" valant pour 5% de la note finale - "Moyens mis en oeuvre pour la traçabilité et le respect des conditions climatiques contractuelles" valant pour 3.75% de la note finale - "Méthodologie pour le suivi de la qualité de l'eau et de la bonne distribution des fluides, y compris l'équilibrage des installations" valant pour 3.75% de la note finale - "Cohérence du renouvellement des prestations P3 - Détail des travaux effectués par site - Planning prévisionnel des travaux d'investissement P3" valant pour 5% de la note finale

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (pourcentage, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 25

Critère:

Type: Qualité

Description: Valeur de la performance énergétique - Sous-critères: "Méthodologie et démarche CEE appliquées par le candidat, nombre de CEE que le candidat s'engage à obtenir" valant pour 4% de la note finale - "Cohérence des travaux de performance énergétique, justification des réductions de coûts de fonctionnement" valant pour 8% de la note finale - "Justification et cohérence de l'engagement de performance énergétique (NB Chaud)" valant pour 8% de la note finale

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (pourcentage, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 20

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://marchespublics596280.fr/entreprise/consultation/585990?orgAcronyme=b9b>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://marchespublics596280.fr/entreprise/consultation/585990?orgAcronyme=b9b>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Variantes: Autorisée

Date limite de réception des offres: 07/08/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Durée de validité des offres: 6 Mois

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non
Facturation électronique: Requise
La commande en ligne sera utilisée: non
Le paiement électronique sera utilisé: non

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Pas d'accord-cadre

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

Description des délais d'introduction des procédures de recours: voir documents de la consultation

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

Organisation qui traite les offres: COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

Numéro d'enregistrement: 21620588000018

Adresse postale: 16 place Gambetta

Ville: Montreuil-sur-Mer

Code postal: 62170

Subdivision pays (NUTS): Pas-de-Calais (FRE12)

Pays: France

Point de contact: Monsieur le Maire

Adresse électronique: marchespublics@ville-montreuil-sur-mer.fr

Téléphone: +33 321060133

Adresse internet: <https://www.ville-montreuil-sur-mer.fr>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures

Organisation qui traite les offres

8.1. ORG-0002

Nom officiel: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

Numéro d'enregistrement: 17590003400026

Adresse postale: 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire

Ville: Lille

Code postal: 59000

Subdivision pays (NUTS): Nord (FRE11)

Pays: France

Adresse internet: <https://lille.tribunal-administratif.fr>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 16e17039-ffea-4416-ab05-d8b477f67a4a - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 16

Date d'envoi de l'avis: 24/06/2026 16:22:40 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 431833-2026

Numéro de publication au JO S: 120/2026

Date de publication: 25/06/2026